

PAR 262 VOIX CONTRE 188 LA CHAMBRE AJOURNE LA DISCUSSION DE LA MOTION LEFÈVRE

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.237. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

L'Œuvre Laïque, Fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

20, rue d'Enghien, Paris.

MERCREDI

1

OCTOBRE

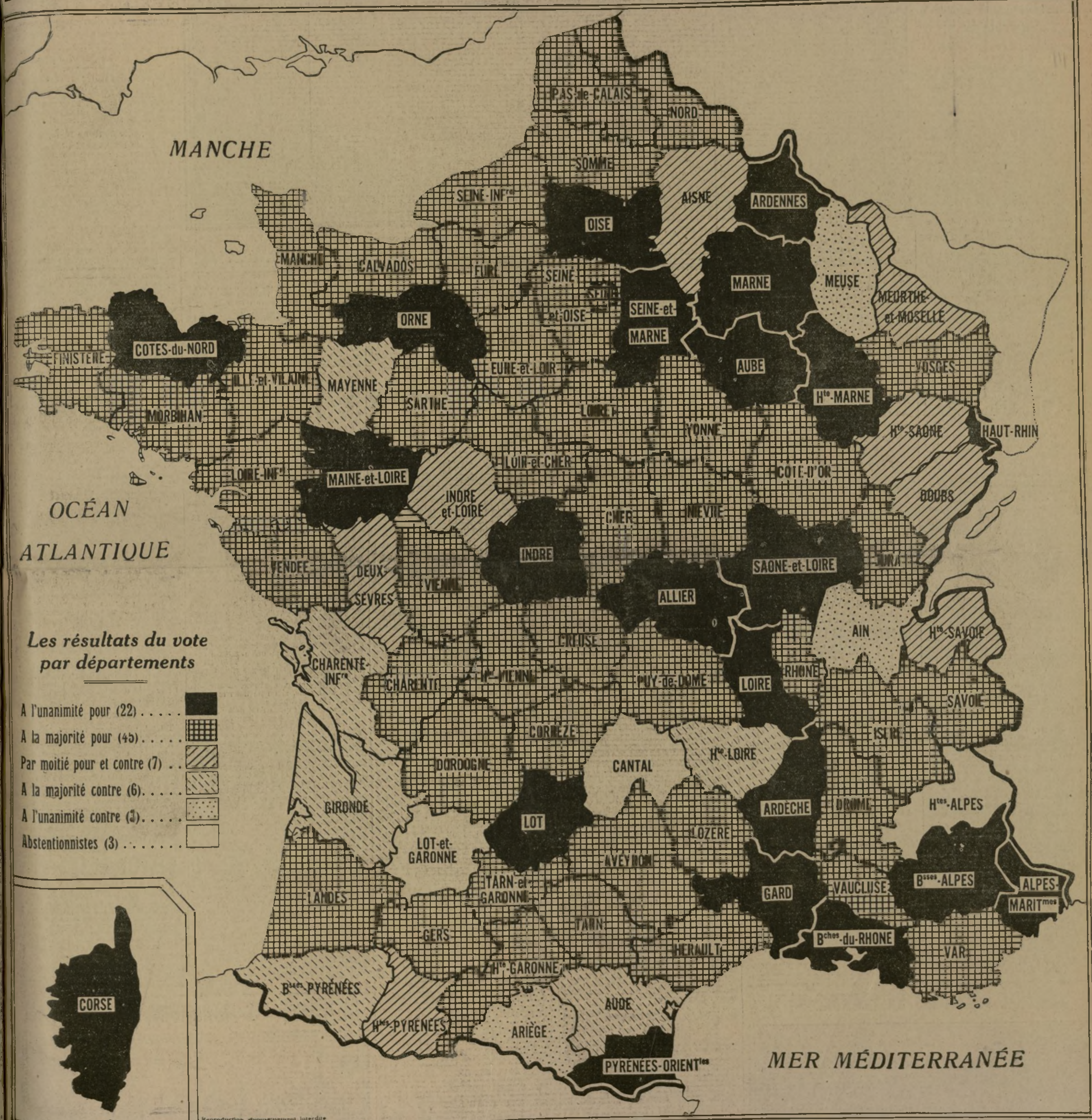
1919

Il faut mériter
les louanges
et les fuir.

FÉNELON.

M. Bracke vient de déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de résolution invitant le gouvernement à obtenir que le Sénat inscrive, dans le plus bref délai possible, à son ordre du jour, la discussion de la proposition de loi votée par la Chambre le 20 mai 1919, et tendant à accorder le droit de suffrage aux femmes.

LA FRANCE PARLEMENTAIRE FÉMINISTE



CARTE MONTRANT COMMENT LES DÉPUTÉS SE SONT DIVISÉS SUR LA QUESTION DU VOTE ET DE L'ÉLIGIBILITÉ DES FEMMES

COMMENT SE DIVISA LE SCRUTIN SUR L'ÉGALITÉ POLITIQUE DES SEXES LORS DE LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI AU PALAIS-BOURBON

POUR	329	ABSTENTIONNISTES	48
CONTRE	88	ABSENTS	47

D'APRÈS LES CHIFFRES FOURNIS PAR LA "LIGUE FRANÇAISE POUR LE DROIT DES FEMMES" LA FRANCE PARLEMENTAIRE EST AINSI DIVISÉE

DÉPARTEMENTS FAVORABLES	67	DÉPARTEMENTS NEUTRES	3
DÉPARTEMENTS DIVISÉS	7	DÉPARTEMENTS HOSTILES	9

AU PALAIS-BOURBON

LA CHAMBRE AJOURNE
PAR 262 VOIX CONTRE 188
LA MOTION LEFÈVRE

Le député des Bouches-du-Rhône défendit vivement sa résolution relative au désarmement de l'Allemagne.

M. Clemenceau posa, sur le vote, la question de confiance, après avoir rappelé qu'aux termes du traité nous pouvions restreindre la fabrication des canons légers allemands, déjà limitée à 288.

Comme il était à prévoir, un vif débat s'est engagé, hier, à la Chambre, au sujet de la motion de M. André Lefèvre, relative au désarmement de l'Allemagne.

Nous l'avons dit ici : après avoir entendu le président du Conseil, la commission de la paix se ralliant à ses vues, concluait à l'ajournement de la discussion jusqu'à la ratification du traité et à l'adoption d'un texte modifié, ainsi conçu :

La Chambre invite le gouvernement à s'entendre avec les puissances alliées et associées, en vue de l'exécution de toutes mesures rendant effectif le désarmement de l'Allemagne et de ses alliés par l'interdiction de certaines fabrications de guerre et par toutes autres dispositions jugées nécessaires.

Ce sont ces conclusions que M. Louis Barthou fit connaître à la Chambre, dès l'ouverture de la séance, et que M. André Lefèvre vint aussitôt combattre.

Je ne dépose aucun amendement au traité, dit le député des Bouches-du-Rhône. Je réclame le vote d'une résolution, après que le Sénat américain en vote, que le Parlement britannique en vote ? Il faut que la Chambre se prononce tout de suite. Demain, après le traité, ce serait un vote et une indication vaine. Aujourd'hui, c'est à la Chambre qu'il faut voter. Je réclame que la Chambre exprime, si elle le veut, que la Chambre approuve, non pas un amendement au traité, mais une déclaration haute et nette qui, à la précision indispensable, ne fait pas que la boucherie recommence.

Applaudi sur de nombreux bancs. M. André Lefèvre demanda au président du Conseil de ne pas jeter la question de confiance au travers d'un débat qui plane bien au-dessus des dignités personnelles, dans une question vitale pour la France.

M. Clemenceau à la tribune

M. Clemenceau monta aussitôt à la tribune. Il rappelle que le traité interdisait à l'Allemagne la fabrication des canons légers et limitait à 288 celle des canons légers.

Nous vous assurons, dit-il, qu'aux termes du traité nous pouvons restreindre cette fabrication comme nous voulons. Sur ce point, j'ajoute de discuter avec les Alliés, et je suis prêt à aborder cette discussion avec l'appui de la Chambre, dont le vote augmentera mon autorité.

Le président du Conseil déclara, par contre, que le vote de la motion Lefèvre avant la ratification du traité serait un vote de défiance.

On a parlé, dit-il, de ce qui s'est passé au Parlement anglais.

En Angleterre, c'est le roi seul, sans le Parlement et sans les ministres, qui ratifie les traités.

Si la Chambre vote le traité et le fait suivre de la motion Lefèvre, elle a le gouvernement avec elle dans le cas contraire, nous ne sommes plus d'accord avec elle, car elle vote le traité avec une réserve que nous ne pouvons accepter. Ainsi, parce qu'il y a une différence entre les deux votes, parce que l'un augmente et que l'autre diminue l'autorité du gouvernement vis-à-vis des Alliés, je ne pourrais, si la Chambre ne suit pas ma ligne, continuer à assumer la charge d'appliquer le traité.

M. André Lefèvre revint à la charge. Il déclara que beaucoup étaient inquiets au sujet des garanties militaires qu'apporte le traité et hésitaient à lui donner leur vote.

Nous ne voterons pas contre, dit-il, parce que nous n'aurons pas voté contre le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, retour inscrit moins par les plénipotentiaires que par le sang de nos soldats. N'étant pas satisfait, nous pouvons nous croire obligés de nous abstenir, jusqu'à ce que nous sachions que, grâce à notre pression, vous êtes décidés à agir pour nous donner les garanties que nous jugeons nécessaires.

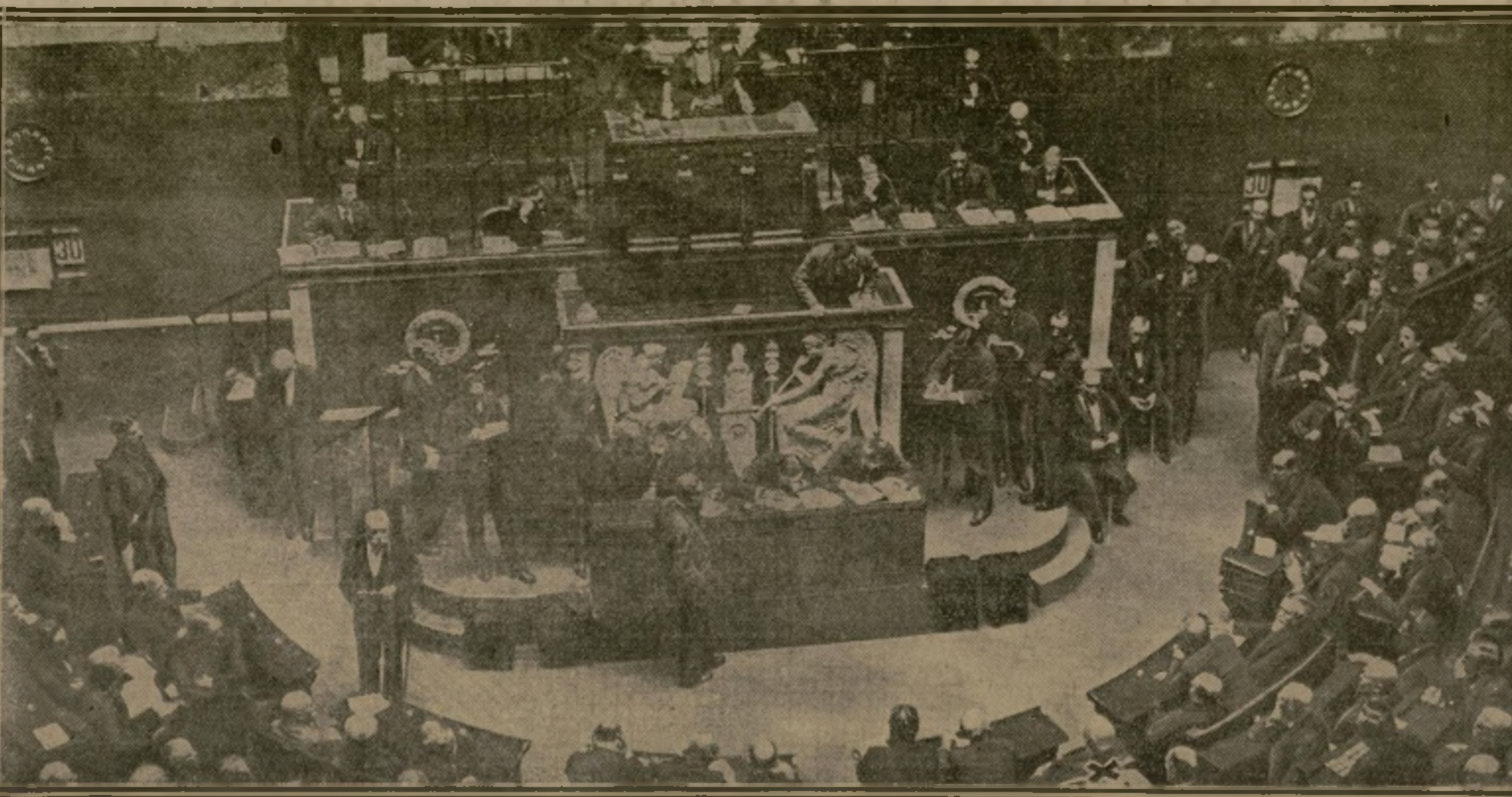
C'est pour cela que nous vous demandons de nous aider à demander, avant le vote du traité, une garantie supplémentaire.

Vous savez bien que c'est une garantie nouvelle. Si elle avait obtenu votre attention dans les négociations, vous l'auriez réclamée vous-même.

On y a si bien pensé qu'on l'a discutée longtemps. Interrompit M. Clemenceau.

Si on l'a discutée longtemps, répliqua M. Lefèvre, il est encore plus nécessaire que nous la votions. Il est d'autant plus nécessaire

LA QUESTION DU DÉSARMEMENT DE L'ALLEMAGNE DEVANT LA CHAMBRE



M. ANDRÉ LEFÈVRE, A LA TRIBUNE, S'ADRESSE DIRECTEMENT A M. GEORGES CLEMENCEAU (X)
La motion de M. André Lefèvre, invitant le gouvernement à engager de nouvelles négociations pour rendre effectif le désarmement de l'Allemagne, est venue, hier, en discussion devant la Chambre. Notre photographie montre M. André Lefèvre au moment où il adjure le président du Conseil de ne pas jeter la question de confiance au travers du débat.

LA CRISE ITALIENNE

PAR DÉCRET ROYAL LA CHAMBRE EST DISSOUE
LES ÉLECTIONS SONT FIXÉES AU 16 NOVEMBRELE PARLEMENT NE SE RÉUNIRA PAS AVANT LE 1^{er} DÉCEMBRE

que la Chambre vote au grand jour, que l'on sorte du salon bien clos où l'on préparait la fin des diplomates secrets, et que l'on se prononce devant les peuples, sur le vœu de trouver parmi nous ceux qui ont combattu l'Allemagne un seul homme qui juge nécessaire qu'elle continue à fabriquer des canons !

A gauche et sur de nombreux bancs, on applaudit.

La question de confiance

L'ajournement, demandé par la commission et par le gouvernement — qui avait posé la question de confiance — fut voté par 262 voix contre 188, après pointage, c'est-à-dire à 74 voix de majorité.

La réduction du service militaire est possible

La Chambre reprit alors la discussion du traité, et dans un discours qui tint le reste de la séance, M. René Renoult, président du groupe radical socialiste, exposa les raisons qui déterminent un grand nombre de ses collègues à ratifier une paix qui réalise « la victoire du droit et de la liberté » et « mérite d'être accueillie dans un large sentiment de joie et de confiance et de florissante patriotisme ».

En passant, M. René Renoult envisagea la réduction du service militaire.

Ceux-mêmes, dit-il, qui, avant la guerre, se montraient particulièrement hostiles à cette réduction, reconnaissent qu'elle est possible aujourd'hui. Je souhaite que M. le président du Conseil, qui a bien voulu s'expliquer spontanément sur ce point devant la commission, donne publiquement son opinion à cet égard.

Je suis d'accord avec vous, dit simplement M. Clemenceau.

La discussion continue cet après-midi.

Leopold BLOND.

LA COMMISSION DE LA PAIX ENTENDRA

M. LOUCHEUR

Au cours d'une réunion qui s'est tenue hier après-midi, avant la séance de la Chambre, M. Louis Dubois a lu à la commission de la paix son rapport sur la motion de M. Aurélien, visant la répartition des frais de la guerre entre les Alliés. Il continuera cet après-midi cette lecture.

La commission a décidé, d'autre part, d'entendre sur cette motion M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle.

LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE ITALIENNE ET SA RÉPERCUSSION

SUR LA MISE EN VIGUEUR DU TRAITÉ

La nouvelle de la dissolution de la Chambre italienne a été vivement commentée, hier, au Palais-Bourbon.

On sait qu'une clause du traité de paix avec l'Allemagne prévoit que ce dernier entrera en vigueur dès qu'il aura été ratifié par trois des grandes puissances de l'Entente. Or, jusqu'à présent, seule l'Angleterre a ratifié le traité. Le Sénat américain a voté la motion Lodge qui en ajourne la discussion, et on ne peut plus compter sur la ratification à bref délai par la Chambre italienne.

Restent donc la France, dont les deux Chambres ratifieront sans peine, semble-t-il, et le Japon, qui peut être la troisième grande puissance dont l'adhésion entraînera la mise en vigueur des clauses du traité.

C'était d'ailleurs l'avis et l'espoir de M. Clemenceau lui-même.

Par décret royal, la Chambre des députés d'Italie est dissoute. Les collèges électoraux sont convoqués pour le 16 novembre ; le Sénat et la Chambre sont convoqués pour le 1^{er} décembre.

La dissolution de la Chambre italienne n'est point une surprise. Le ministère Nitti gardant le pouvoir, cette mesure s'imposait. Et elle s'imposait d'autant plus que, d'une part, elle avait été proposée au conseil suprême de la Couronne par M. Giolitti et fortement soutenue comme l'un des rares moyens propres à éclaircir la situation politique, et que, d'autre part, sur le vote de la confiance, le cabinet n'avait trouvé qu'une majorité très réduite.

En raison des circonstances actuelles, la consultation électorale, fixée au 16 novembre prochain, prend donc une importance exceptionnelle. La lutte s'engagera sur deux terrains à la fois : le terrain international avec l'Allemagne et le terrain de la politique intérieure, avec les tendances révolutionnaires socialistes des socialistes officiels, telles que les a développées récemment un article menaçant de l'Avanti.

On verra donc la bataille livrée entre deux grands groupements principaux se substituant aux différents petits groupes du cabinet Nitti, puis à une majorité aussi fragile que fragmentaire.

On doit donc s'attendre à voir nos alliés entrer dans la période peut-être la plus agitée de leur histoire. Ceux qui ont la responsabilité de les diriger auront besoin d'un rare sang-froid.

Le cabinet serait légèrement remanié. Rome, 30 septembre. — On assure, dans les milieux politiques, que la Chambre serait prorogée de quelques jours. Après avoir procédé à un léger remaniement de cabinet, M. Nitti se présentera à nouveau devant la Chambre pour lire le décret de dissolution et la convocation des comités électoraux.

On dément formellement, dans les milieux gouvernementaux, que des discussions se soient élevées entre MM. Nitti et Tittoni.

FIUME PASSION DE DEUX PEUPLES

APRÈS LA MENACE ITALIENNE, LA MENACE SERBE

Le drapeau français flotte au cœur de la cité convoitée. Il a combattu près du drapeau italien : il ne descend pas devant des amis.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

FIUME, 27 septembre. — Et maintenant, si nous causons sérieusement ? D'Annunzio a fait son coup. Bien. Que l'Italie ne retienne pas de cet événement, bien encore. Que l'Allemagne ne se laisse pas égarer, le gouvernement, les soldats du gouvernement, les policiers du gouvernement, bien toujours. Que l'Allemagne ne se laisse pas égarer, le gouvernement, les soldats du gouvernement, les policiers du gouvernement, bien toujours. Que l'Allemagne ne se laisse pas égarer, le gouvernement, les soldats du gouvernement, les policiers du gouvernement, bien toujours.

Les Français laissent leurs hôtels. Arrivé sur le Condorcel, le général Savy dit : « C'est la première fois que je commande un cuirassé. Mais le Condorcel ne quittera pas la quai, mais nos soldats ne quitteront pas terre. Dans les docks, nos sept cents hommes s'installent. Mieux ! Le commandant de la base, dans son bâtiment, en pleine ville, demeurera. Et, à sa fenêtre, claquera toujours : le drapeau français.

Ce drapeau fut cause des trois seuls incidents de ces journées de passion. Comme sur un ton de querelle, ils se terminèrent par des sourires d'amour — grâce à un homme.

Voici la chose :

« Le drapeau français ne descend pas »

Le premier jour, le 12, un attroupement d'arditi se forma devant notre base. Les arditi murmurèrent. Passant des officiers italiens. « Que voulez-vous ? leur demandèrent-ils. — Que la France imite l'Angleterre, l'Amérique, qu'elle amène son drapeau. » Les officiers italiens prirent qu'on les annonce à notre commandant. « Pour éviter des incidents, mon commandant, ne pourriez-vous pas descendre votre drapeau ? » Le commandant répond : « Le drapeau français ne descend pas. » Les officiers s'exécutent et dispersent les arditi.

Cinq heures après, un capitaine italien, ami du chef français, frappe à sa porte. Il lui dit : « Je suis votre ami, c'est pour quoi je me permets cette démarche. Un groupe d'arditi enchaînés exige le retrait de votre drapeau. Une délégalation de leurs officiers est là, elle demande à vous parler. Faites entrer. » On notre commandant. Les délégués entrent. « Messieurs, le drapeau que vous voyez là s'est battu à côté du vôtre. Je ne l'ai jamais abaissé devant les Allemands, je ne commencerai pas devant des amis. » Les officiers s'exécutent. Le lendemain, un arditi, aussi merveilleux acrobate qu'il est mort, devant la foule en promenade, comme un singe se met à grimper contre le labyrinthe de descente. Il grimpe à l'assaut du pavillon. Un maitre français, à la fenêtre, le fusil croisé en bas, attend, pour l'assommer, qu'il ait touché la

D'Annunzio devant les troupes alliées

À l'égard des Alliés, comment se sont comportés les Italiens arisants, forçant l'ame ? Contons cette page de l'aventure.

A Fiume, base de ravitaillement de notre armée de Hongrie, la France avait dans les docks douze millions de marchandises : nourriture et vêtements. Les Anglais n'avaient rien ; les Américains, rien. Les Français étaient sept cents (la moitié d'Annunzio), les Anglais quatre cents, et les Américains quelques centaines de policiers seulement. Dans le port : un cuirassé français, un anglais, un américain. 12 septembre : d'Annunzio arrive.

Les Anglais lui demandent, sur-le-champ, la permission de se retirer à cinq kilomètres de la ligne d'armistice, à Volosca. D'Annunzio répond qu'il n'en juge pas l'utilité, qu'il tient à leur éviter ce dérangeant, qu'il n'y aura aucune provocation de sa part. Il leur donne sa parole d'honneur.

Les Anglais en jugent autrement. Ils s'embarrassent, sans attendre, la proclamation leur fait oublier quelques précieux barques pour des militaires. Ils montent à bord du cuirassé. Le cuirassé file sur Malte. Le général, en ce jour, s'explique à Londres.

Par sympathie, les Américains rament le cuirassé à une vitesse moindre, cependant. Le cuirassé jève l'ancre. On ira-t-il ? C'est vrai ! L'Amérique n'a pas

hampe. L'incident, le fatal incident, va naître. Le commandant français — le commandant Fort — apparaît au balcon : il fait son petit d'Annunzio, il harangue la foule. « Est-ce un ivrogne ? », dit-il. On ne le laisse pas terminer. La foule l'aprouve. Elle dégringole l'arditi, et le rosse. C'était fini.

Nous parlâmes de ces incidents à d'Annunzio. « Commandant, lui dismes-nous, vous savez bien que le drapeau français ne descend jamais. » D'Annunzio répondit : « Je le sais, c'est pourquoi j'aurais voulu entrer en rapports avec le chef de votre détachement. J'eus peur qu'il ne fit pas à ma lettre l'accueil amical que j'espérais. Je redoutais tant un incident, même minime, avec les vôtres, que je n'ai pas envoyé cette lettre. J'ai donné les ordres les plus sévères pour qu'aucune provocation ne vienne de la part des miens. Je n'en dors pas les nuits. »

Nous savons que c'est vrai.

Et les Serbes ?

Et les Serbes ? A dix kilomètres, au sud de Fiume, en longeant la côte, sur la mer, à Bucari, sont les Serbes.

Nous étions, tout à l'heure, à Bucari. Là, tâchons de bien voir. Ce n'est pas malin. Il est inutile, pour se rendre compte, de porter dans son portefeuille une lettre vous sacrant diplomate. Là est le danger. Danger immédiat ? On ne sait pas. Danger certain ? Oui. Que pensez-vous, disent les Serbes ?

Les Serbes pensent qu'ils en ont vu bien d'autres ! Leur héroïque histoire chante dans leur esprit. Que d'Annunzio les appelle des « trois quarts de sauvage », voilà qui ne leur donne pas la fièvre. Ce sont des gens froids, solides, têtus, effrayablement têtus. Ont-ils renoncé à Fiume ? Non. De même qu'en 1814 ils n'avaient oublié leur indépendance, ainsi que le montra Georges-le-Noir, du même qu'en 1912 ils se souvenaient des Turcs, qu'en 1913 ils se rebiffaient contre les Bulgares, qui voulaient remplacer le musulman, aujourd'hui, ils révoltent à Fiume. « Fiume, disaient-ils depuis huit mois, si on ne nous le donne pas, nous le prendrons. »

Rappelons-nous qu'ils l'ont déjà pris une première fois, que seule leur obéissance aux ordres de la Conférence leur a fait lâcher, et qu'ils l'ont lâché, c'est parce qu'ils avaient des promesses. Croyez-vous qu'ils soient troublés par les derniers événements ? Ce serait mal les connaître, les Serbes ne se troublent pas. L'improvisation n'est pas dans leurs mœurs. Ce sont des Orientaux, mais des Orientaux musclés.

« Parfait, content-ils, c'est ce qui pouvait nous arriver de plus agréable. D'Annunzio, par la force, a pris Fiume. Si les nations reconnaissent l'acte valable, par le même moyen nous le reprendrons. Et les nations, avec nous, ne pourront pas agir autrement qu'avec lui. »

Des mots homériques s'échangent à cette frontière : les Italiens, constatant l'état de dénuement où végète l'armée serbe (l'armée serbe n'a plus ni vêtements, ni chaussures, ni munitions — mais de cela encore elle se rit — car l'armée serbe existe toujours, car elle existait toujours, les Italiens leur glissent : « Vous n'avez pas de vivres, pas de cartouches, pas d'artillerie. Où en trouverez-vous ? — Chez vous ! » répondent les Serbes.

Les promesses de Bucari ne sont pas démenties à Belgrade. Ce qu'ils pensent, ils le disent. Ce qu'ils disent, ils le feront. Dans un mois ? Dans un mois ? Six mois ? Un an ? Qui le sait ?

Un jour ? Sûrement, Albert LONDRES.

Eloges et critiques

Tel est, rapidement résumé, le nouveau service du dimanche.

Il a déjà été expérimenté deux fois : le dimanche 21 et 28 septembre. L'expérience a-t-elle fonctionné ? A-t-elle donné satisfaction au personnel des P.T.T., sans apporter trop de gêne au public ? Prévoit-on des modifications, soit dans le sens d'une extension des services ?

Telles sont les questions que nous avons posées successivement au bureau n° 44.

Le nouveau régime

C'est ainsi que, dans les bureaux importants ou ceux, moins importants, installés dans les chefs-lieux d'arrondissement, la seule distribution est effectuée dans la matinée et limitée à l'agglomération principale de la commune siège du bureau.

Les correspondances adressées aux habitants résidant en dehors de cette agglomération, étant laissées en instance au bureau et mises à la disposition des destinataires 8 heures à 9 heures du matin. Pour les correspondances à destination des communes rurales dépendant de chaque bureau, elles sont mises en sacs par commune et transportées dans les mairies ou dans des locaux appropriés, pour les soins d'un assermenté qui les tient en place, pendant une heure, à la disposition du public ; passé ce délai, elles sont ramenées au bureau et déposées dans la première distribution du lendemain.

Quant aux bureaux de faible importance installés dans les localités autres que les chefs-lieux d'arrondissement, ils sont complètement fermés le dimanche, et la distribution est assurée au moyen d'un organisme nouveau : un « volonlaire assermenté » et rétribué, étranger aux cadres de l'administration, est désigné dans chaque commune pour prendre possession des sacs de correspondances, qu'il dépose à la mairie, à l'école, ou à son propre domicile. Ces correspondances sont transportées, par exprès, dans chaque commune, et laissent également pendant une heure à la disposition des intéressés.

« Au point de vue départ du courrier, une seule expédition est assurée, limitée, pour les bureaux importants, aux lettres ordinaires recueillies dans la boîte du bureau, et, pour les autres, à celles qui seraient déposées au domicile du volonlaire assermenté ou à la mairie.

En ce qui concerne les services télégraphique et téléphonique, le public est invité à n'expédier le dimanche que les télégrammes présentant un réel caractère d'urgence, et à n'utiliser du téléphone que dans les mêmes conditions, de manière que le service soit assuré avec un personnel très réduit.

Applicable à Paris, le nouveau régime fonctionnera de la façon suivante : tous les bureaux de quartier sont fermés ; la distribution unique du matin, ainsi que son départ, qui a lieu vers 2 heures l'après-midi, sont assurés par la recette principale pour les huit premiers arrondissements, et par les bureaux centraux d'arrondissement, à partir du neuvième. Ces derniers bureaux sont ouverts au public jusqu'à 11 heures, mais seulement pour les services de la poste restante et de boîtes de commerce, ainsi que pour les télégrammes urgents. Enfin, le bureau de la Bourse et le bureau n° 44, situés 103, rue de Grenelle, sont ouverts en permanence pour le dépôt des télégrammes et reçoivent seuls les demandes de communications urbaines.

Le nouveau régime

Le nouveau régime

Le nouveau régime

Le nouveau régime

Le nouveau régime

Le nouveau régime

Le nouveau régime

LE MARÉCHAL FOCH DANS SA CHAMBRE NATALE



PHOTOGRAPHIE PRISE PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le maréchal Foch, ainsi que nous l'avons dit, s'est rendu, avant-hier, à sa maison natale, à Tarbes. C'est dans la chambre où il a vu le jour que notre collaborateur l'a photographié.

Situations

Brochure envoyée franco
PIGIER rue de Rivoli, 53, PARIS

Ayuntamiento de Madrid

C'EST DANS UN SALON DE RESTAURANT QU'ILS ONT DISCUTE
De gauche à droite, derrière la table : MM. Lawrence, Michel Pantal, vice-président
Chantilly, Frank-Carter, Gower, secrétaire général ; Marcel Duval, président.

Le nouveau régime

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

LA GREVE DES CHEMINOTS ANGLAIS

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL CONSTATE
L'AMÉLIORATION DU SERVICE DES TRAINS
ET DU SERVICE DES TRANSPORTS PAR ROUTE

Toutefois il reconnaît la possibilité que les conducteurs de tramways, d'omnibus et de taxis cessent à leur tour le travail.

MAIS TOUTES LES PRÉCAUTIONS SONT PRISES

Londres, 30 septembre. — Le ministère des Transports a communiqué à la presse l'information suivante :

« Le service des transports par route fonctionne aujourd'hui de façon satisfaisante. Les services des chemins de fer se sont améliorés beaucoup, ce matin. Les chemins de fer de l'Union nationale des chemins de fer ont présenté partout dans le pays pour reprendre le travail. Nous espérons que la circulation des trains sera très bonne à partir de demain. »

« Il se peut que les conducteurs de tramways, d'omnibus et de taxis cessent le travail. »

« En prévision de cette grève, nous avons pris nos précautions. Nous espérons qu'il n'y aura pas de difficultés pour faire face à la situation. »

« Nous avons les offres de milliers de dévoués qui ont conduit des auto-camions au cours de la grève. En cas de grève, la circulation des camions et des omnibus ne sera pas arrêtée longtemps, étant donné que le gouvernement a le droit d'expropriation, nous espérons pouvoir assurer la bonne marche. »

« Le service des trains du réseau de Londres Nord Western s'est amélioré depuis dimanche et lundi. Quatorze trains partent aujourd'hui de la gare d'arrivée d'Esten. »

Les marchandises périssables arrivent en bon état.

Sur les lignes du Midland et du Great Northern Railway, la situation est satisfaisante.

Des services d'autobus bien organisés circulent entre Londres et Birmingham. Le chemin de fer de Londres et du district qui dessert les districts ouest et sud-ouest de la métropole a repris aujourd'hui ; les trains partent toutes les huit minutes entre Hammersmith et la Cité.

Création d'une police auxiliaire

Londres, 30 septembre. — Le directeur de la police de Londres a demandé à tous les citoyens, physiquement aptes, âgés de moins de quarante ans, de se faire inscrire comme « spécial constables », c'est-à-dire police auxiliaire, afin de se faire inscrire, d'assurer le maintien de l'ordre à Londres.

Tentatives de déraillement

Londres, 30 septembre. — Deux tentatives de déraillement ont été constatées sur le réseau de Brighton Southcoast. Les trains ont été arrêtés. Les tentatives de déraillement ont été constatées sur le réseau de Brighton Southcoast. Les trains ont été arrêtés. Les tentatives de déraillement ont été constatées sur le réseau de Brighton Southcoast. Les trains ont été arrêtés.

L'affaire Prat-Gilbert

Par ordonnance, M. Gluzel, juge d'instruction, vient de notifier à M. Prat, député de Versailles, qu'il ne doit pas avoir de relations avec M. Gilbert, chef de tentative de corruption, à raison de ce que, suivant la jurisprudence de la Cour de cassation arrêtée le 16 février 1919, l'affaire Prat-Gilbert est considérée comme une tentative de corruption.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

Le conseil de guerre a rendu son verdict. M. Prat est condamné à deux ans de prison, M. Gilbert à deux ans de prison.

SUR LE FRONT RUSSE

LE GOUVERNEMENT DE MOSCOU
SERAIT DISPOSÉ À ENTAMER
DES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Les conditions comprendraient la chute du régime des soviets et un sauf-conduit pour douze chefs bolcheviks.

WASHINGTON, 30 septembre. — D'après les nouvelles officielles parvenues ici, le gouvernement des Soviets russes est prêt à entamer des négociations de paix à des conditions qui comprennent la chute du régime des soviets, la suppression des exécutifs, la cessation de la terreur, la défection d'un sauf-conduit pour douze chefs bolcheviks, dont Lénine, Trotski, Zinoviev, qui ont l'intention de se rendre en Amérique du Sud.

La proposition ne sera pas directement soumise aux Alliés, mais aux diplomates français et américains en pays neutre. On croit que M. Wilson, malgré la chute des bolcheviks, ne reconnaîtrait pas le nouveau gouvernement avant la réunion d'une Constituante.

Arrestation de Teretschenko

BELIE, 30 septembre. — On mande de Berlin :

Suivant le Lokal Anzeiger, le ministre russe Teretschenko, de retour d'une mission diplomatique en Estonie et en Lettonie, a été arrêté au cours de son voyage à Minsk, par les gendarmes polonais et transféré à la prison de Vilna, où il est maintenu.

Dans les provinces baltiques

Von der Goltz rappelle

BALE, 30 septembre. — On mande de Berlin (officiel) :

Les efforts du général von der Goltz en vue d'engager les troupes à déguerpir la Baltique ont été vains. Le gouvernement a décidé de le rappeler définitivement.

Mustapha Kemal s'empare de Konia

CONSTANTINOPLE, 30 septembre. — On annonce que Konia, la grande ville de l'Asie Mineure, a été prise, le 25 septembre, par les forces de Mustapha Kemal pacha.

Au Conseil suprême

Le Conseil suprême des Alliés s'est réuni hier matin, sous la présidence de M. Clemenceau. Il a réglé la question des frais d'occupation par les armées alliées des provinces rhénanes.

Il s'est également occupé du fonctionnement de la commission d'enquête à Smyrne et a fait droit à une réclamation de la délégation hellénique, qui recevait communication des procès-verbaux.

Le centenaire de l'Odéon

L'Odéon donnait hier une représentation de gala pour célébrer le centenaire du théâtre. L'édifice était décoré et pavé. Une marionnette avait été installée devant le théâtre, assistée à la représentation. On donnait le *Mariage de Figaro*, interprété par tous les chefs d'emploi. Gros succès pour l'œuvre et les artistes, ainsi que pour la proposition de M. Miguel Zamacoïs, qui récita *Mme Pompo*.

Les mutins du cuirassé "Provence"

Verdict du conseil de guerre

Après de très longues délibérations, le conseil de guerre maritime siégeant à bord de la *Provence* a rendu le jugement suivant :

Sont acquittés : les quartiers-maîtres Le Guescasse et Soulas ; les matelots Clerieau et Prud'homme.

Sont condamnés à la prison, avec sursis : les matelots Azon, Sylvestre et Valéry, un an ; Ascoli, Rio et Yacomo, deux ans.

Sont condamnés à la prison, sans sursis : les matelots Gillibert, un an ; Rodrigue et Guillaud, deux ans ; Kuentz et Bac, trois ans ; Thuret, quatre ans ; Lescoulet, cinq ans ; Roudière et Trouvat, six ans ; de destination dans une caserne fortifiée ; Minia, huit ans de la même peine.

Les mutins de la "France" devant le conseil de guerre

Le verdict

Toulon, 30 septembre. — Le capitaine de vaisseau Durand-Viel, qui dirige les débats, s'efforce de dégager le rôle des matelots délégués du soviet : alors que le rapport du commandant du cuirassé *France* montre les sévères leur grand, celui de la commission d'enquête, rédigé par le contre-amiral, se prononce en leur faveur et blâme les chefs qui ne surent pas comprendre l'équipage.

L'interrogatoire des accusés n'apprend rien.

Après les plaidoiries, le conseil délibère. Au bout de quatre heures, il rend le jugement suivant :

Sont condamnés avec sursis : Ascoli, à 2 ans de prison ; Azon, à 1 an ; Pierre Rio, à 2 ans ; Sylvestre, à 1 an ; Valéry, à 1 an ; Yacomo, à 2 ans.

Sont condamnés sans sursis : Louis Nomin, à 8 ans de détention ; René Honnoré, à 6 ans ; Joseph Turet, à 1 an de prison ; Trouvat, à 6 ans de détention ; Kuentz, à 3 ans de prison ; Lescoulet, à 5 ans de prison ; Yvon Gilbert, à 3 ans de prison ; Yvon Gilbert, à 3 ans ; Guillaud, à 2 ans ; Rodrigue, à 2 ans.

Sont acquittés : Soulas, Clerieau, Prud'homme, le quartier-maître Lagrevess.

Plus de restrictions pour les télégrammes

A dater d'aujourd'hui sont supprimées toutes les restrictions en vigueur pour l'échange de la correspondance télégraphique.

Les bureaux acceptent les télégrammes en toutes les langues, adresses, conventionnelles, etc., sous réserve de leur acceptation par les pays de destination.

NOUVELLES BREVES

M. Lou-Tong-Tsang, ministre des Affaires étrangères et chef de la délégation chinoise à la Conférence de la paix, vient de quitter Paris. Il sera remplacé à la Conférence par M. Williams-Léon.

Le maréchal Foch a visité Londres, hier. A la basilique, Mgr Schepeler lui a souhaité la bienvenue.

Le président Wilson a reçu M. Brand Whitlock au palais d'ambassade à Bruxelles.

LES CONTES D'EXCELSIOR

GILBERTE ET SON FIANCÉ

par JACQUES CONSTANT

Voilà cinq ans qu'elle me parle de lui. Il a un bon coup de coude, Klaas van Stockfish. Dès que j'aperçois Gilberte, je ne manque pas de lui crier : Bonjour, Klaas ! et elle se fâche très fort de cette plaisanterie qui, je l'avoue, n'a rien de très spirituel.

Ainsi que le nom l'indique, Klaas est Hollandais. Il connaît trois ou quatre mots français : Banque, Poste, Folies-Bergère, mais il parle couramment l'espagnol, et, comme Gilberte est familiarisée avec cet idiome, c'est dans la langue de Cervantes qu'ils se sont compris.

Il ne se sont pas rencontrés à La Haye ou à Amsterdam, ni même à Paris, cette seconde patrie des étrangers, mais à Madrid, chez des amis de Gilberte qui habitent non loin de la Puerta del Sol.

Alors il vous a dit tout à trac qu'il vous aimait ?

Oh ! non, il m'a demandé : « Combien payez-vous le mois à Paris ? » Elle a répondu sans hésiter :

« Soixante-dix francs le quintal. »

Alors il lui a posé des colles sur le riz, les haricots du Brésil, les abricots de Californie et les tapicacs du Paraguay. Devant l'exactitude de sa documentation, il a murmuré avec admiration :

« Une Française ! C'est incroyable ! »

Puis il a ajouté avec émotion, en essayant d'un mouchoir les verres de ses lunettes :

« L'homme que vous choisissez pour mari, mademoiselle, ne sera pas à plaindre ! »

Ce fut son premier madrigal.

Elle me dit : « Je ne l'aime pas d'amour, oh non ! mais j'ai pour lui une bonne et solide affection. Il sera dans ma vie un associé intelligent et sérieux. D'ailleurs, tranché-t-elle après un silence, je ne voudrais pas me marier avec un homme que j'aimerais d'amour. »

Devant mes sourcils en point d'interrogation, elle explique :

« Bien sûr, le mariage dure toute la vie, tandis que l'amour n'a qu'un temps. Or, quand deux amants ne s'aiment plus, il est fatal qu'ils se haïssent s'ils ne peuvent pas se séparer. Moi, je détesterais un mari que je n'aimerais plus ou qui ne m'aimerait plus. »

« Je n'ai jamais vu Klaas, mais je me le représente volontiers. Il est très blond, presque albinos, avec une face colorée et des yeux bleus de myope que protègent de grosses lunettes à branches d'or. Son ventre est comme un ballon de rugby posé sur des jambes courtes. Il est attablé devant une chope de bière, et fait jaillir des nuages de fumée d'une énorme pipe en porcelaine. Il contemple un pot de tulipe posé sur la table. »

« L'indigne ! »

« Votre portrait est ridicule, c'est comme si un Anglais voyait Louis XV ou de déguster un plat de grenouilles. Klaas est grand, mince et beau garçon. »

Seulement, l'instant d'après, elle m'avoue qu'il est très blond, et je sais déjà qu'il porte lunettes.

Il exprime tout haut la pensée qui m'obsède :

« Ma pauvre Gilberte, quelle idée de vous marier à un étranger ! En admettant que ce soit le meilleur garçon de son pays, il ne peut avoir la même manière que vous de comprendre et de sentir. »

Elle rougit et réplique avec une pointe d'amertume :

« Eh ! pourquoi n'ai-je pas trouvé un Français pour m'épouser ? »

Gilberte est employée dans une société d'exportation, et gagne sa vie largement.

Avec Klaas, dit-elle, nous monterons une maison de commerce à Paris, et nous gagnerons beaucoup d'argent.

Présentement plusieurs milliers de lieues le séparent de la France. Il a quitté l'Espagne pour aller à Bornéo, où la maison qu'il représente a des comptoirs. Il s'occupe aussi de gemmes, et cette branche est très lucrative en ce moment.

Dans les autres théâtres

Les représentations ont eu lieu comme d'habitude, excepté au Théâtre Michel, qui a fermé ses portes jusqu'à nouvel ordre. Au Gymnase, les artistes faisant partie de la distribution du *Voltaire*, sont la distribution générale à ses auteurs, ne pas vous en déplaire. Sont MM. Caricla Conti, tous sont syndiqués. A la Porte-Saint-Martin, MM. Lucien et Sacha Guitry. Mmes Yvonne Denepoux et Jeanne Rolly. M. Joffe et Mme Montbazou ont continué les répétitions de *Mon père avait raison*, la pièce nouvelle de M. Sacha Guitry.

Le Théâtre d'Edouard-VII, la répétition de *Le Tour du monde en quatre-vingt jours* s'est passée sans incident.

Ajoutons que le bruit qui courait hier, et suivant lequel les ouvriers du bâtiment auraient abandonné les travaux de réfection du Vaudeville et du Palais-Royal, n'est pas fondé.

M. PIERRE MAGNIER PROPOSE UNE MÉDIATION

Ainsi que nous l'avons dit hier, la représentation du *Nouveau Théâtre* a pu avoir lieu. M. Pierre Magnier, de l'Union des artistes, qui devait représenter M. Salchour, a été remplacé par M. Vieux-Macabre, et les artistes de l'Union des artistes ont joué.

Nous avons rencontré M. Pierre Magnier, et nous lui avons demandé ses impressions :

« J'ai été étonné, nous dit-il, de l'attitude parfaite des dirigeants du syndicat. MM. Carpentier et Camille, qui sont pas les farouches socialistes que d'autres représentent, ont été très courtois, et ont même voulu intervenir, si on reste sur le terrain de la discussion courtoise. Je ne propose d'ailleurs une conversation avec M. Huguenet et les membres du comité de l'Union des artistes. Je leur demanderais s'ils sont disposés à avoir une entrevue avec les délégués de la Fédération du spectacle. Puis-je la solution du problème qui divise les deux syndicats et les artistes sortit de la rencontre des syndicats et des non-syndiqués ? — G. L. »

LES MEETINGS DES GRÉVISTES

La réunion de l'après-midi fut occupée presque entièrement par des questions de

puis la guerre ; jamais les diamants ne se sont mieux vendus.

Il aurait voulu se marier tout de suite pour que Gilberte l'accompagne. Avec une femme de tête comme celle-là, il eût réalisé des affaires d'or.

A l'idée de quitter pour plusieurs années la vieille Europe, la jeune femme a demandé à réfléchir.

« Vous hésitez à cause de Pierre Lestrangé ? »

Elle rougit, pâlit, frappe du pied avec colère et crie :

« Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai ! Pierre est un poseur qui me déplaît. Je le déteste, vous entendez ? »

« Je sais ce que je désire savoir. Pierre Lestrangé, c'est le roman de ses dix-huit ans. Elle l'a aimé, bien qu'elle s'en défende, quand il était, comme elle, employé à la Maison Philippe et Cie. Lestrangé avait d'actrices, des princesses, d'Américains milliardaires, des dactylos, fi donc ! (Car Gilberte a débuté chez dactylo, comme dactylographe.) Il a dédaigné Philippe comme dactylographe. Il a dédaigné cet amour ingénu, et, lancé dans la littérature, après le succès de son volume la *Pivote bleue*, il a lâché le commerce. »

Il s'est battu ensuite à Verdun, où il a été blessé. Il ne se souvient plus de Gilberte, certainement.

Klaas et sa fiancée correspondent régulièrement par tous les courriers qui vont à Bornéo, ou qui en reviennent. Seulement, en raison des difficultés de la navigation, ils sont parfois trois mois sans nouvelles l'un de l'autre.

Elle m'a montré quelques-unes de ses lettres. Il échauffe des projets d'avenir, il parle de leur future installation à Paris, des maisons de Rotterdam qu'il pourra représenter, mais le mot d'amour est banni de sa prose. Il l'assure, en terminant, de ses sentiments affectueux.

« Je parle qu'il ne vous a jamais donné un baiser ? »

« Si, répond-elle avec un sourire, sur la main. »

Hier, Gilberte est venue à ma rencontre : « J'ai reçu un câblogramme de Klaas ! Il arrive. Dès qu'il sera ici, nous nous faisons publier et nous nous marions aussitôt. J'en ai assez d'être appelée l'éternelle fiancée. Tout le monde se moque de moi. »

Je prends le papier bleu qu'elle me tend, et je lis, ahuri :

Lambinus Antosmio Erasmus. Marseille, 26 octobre.

Elle éclate de rire, et m'explique que le câblogramme est rédigé en langage commercial. Elle aussi a été quelques minutes sans pouvoir le déchiffrer, puis elle a ouvert le *Liber*, qui est le dictionnaire des abréviations télégraphiques, et elle a traduit :

Lambinus : la marchandise que vous attendez est en route.

Antosmio : elle est partie par le steamer.

Erasmus : c'est le nom du navire sur lequel Klaas arrivera à Marseille le 26 octobre.

Je hoche la tête.

Lambinus Antosmio, comme ce rébus vous tient le cœur chaud ! Heureusement, ma pauvre Gilberte, que vous ne manquez pas d'imagination. Mais comme je préfère ceci :

L'ouvre un volume à couverture jaune, qui s'intitule : *Le Verbe adorable*, et je lis à haute voix :

Ma chérie,

Je suis seul, exilé dans cette ville lointaine, et mon cœur lourd de toi saigne sur cette lettre. Je conigue, sans me lasser, le verbe banallement adorable, et je te répète, une fois de plus : je t'aime.

Elle a reconnu le dernier roman de Pierre Lestrangé, et elle m'a dit simplement d'une voix triste, tandis que ses beaux yeux s'emplissaient de larmes :

« Mon ami, comme cette comparaison est cruelle ! »

Jacques CONSTANT.

AUCUN FAIT NOUVEAU DANS LE CONFLIT DES THÉÂTRES

Les directeurs de théâtre se sont réunis hier, au Théâtre d'Edouard-VII, sous la présidence de M. Alphonse Franck. Tous les directeurs appartenant à l'Amicale et à l'Association étaient présents, sauf ceux qui ont signé l'ultimatum de la Fédération du spectacle. La discussion dura plus de deux heures, mais aucune communication ne fut faite à la presse.

Nous avons cependant appris que le parti de défense professionnelle a été renforcé. A ce moment, le lock-out général des théâtres fut envisagé. Devaient y prendre part : MM. Alphonse Franck, Quinson, H. Hertz et Jean Coquelin, Trebor et Brignon, Maurice Bernhardt, Lucien Rosenzweig, Henri Guitry, et M. Camille Chabrol, qui n'ayant signé, M. Camille Chabrol déclara qu'il se joindrait à la manifestation.

M. Max Maury, qui avec leurs collègues, MM. Alphonse Franck et Abel Deval s'engageront à un lock-out, ont pu avoir une solution définitive.

Des mesures financières furent prises pour que les directeurs associés viennent en aide à ceux qui ne pourraient pas supporter les frais entraînés par une fermeture prolongée.

Puis, brusquement, l'idée du lock-out est abandonnée. M. Alphonse Franck est allé à la Chancellerie, où il est reçu par M. Nal, garde des Sceaux. Le président de l'Amicale s'est refusé à nous fournir aucune déclaration à ce sujet.

Nous croyons savoir que l'entretien a été très cordial, et que les directeurs ont donné leur accord à la solution proposée.

De son côté, M. Oscar Dreyer, directeur du Vaudeville, a été reçu par M. P. Magnier, ministre de l'Intérieur, Retenu par le cabinet à la Chambre, le ministre ne peut rendre visite à M. Dreyer pour aujourd'hui.

A la Comédie-Française

Les acceptations seront consultées dans une assemblée qui se tiendra aujourd'hui, à 5 heures, sur les moyens de constituer une Fédération syndicale, distinct

